

La crise économique, toile de fond des crises des régimes bourgeois

La crise dans laquelle s'enfoncé le système impérialiste n'est ni une crise conjoncturelle à laquelle la reprise économique annoncée pour cet automne viendrait mettre fin, ni un faisceau de conflits, de crises limitées mais bien une crise profonde du capitalisme.

Dans tous les pays capitalistes, en Suisse comme ailleurs, le mouvement ouvrier s'organise et se renforce dans sa lutte contre le chômage, les licenciements, les baisses de salaire. La classe ouvrière resurgit dans son rôle révolutionnaire et c'est bien à elle que cherche à s'en prendre les capitalistes et les gouvernements bourgeois visant à lui imposer une défaite politique générale, qui seule leur permettra de relancer leur économie de profits.

Mais cette défaite de la classe ouvrière n'est pas à l'ordre du jour. En Europe, dans les pays où le mouvement ouvrier est fort et organisé pour lutter notamment par les grèves contre l'attaque patronale, la crise économique se traduit en crise de régime lorsque les partis réformistes, PC et PS dans l'opposition et encore hégémoniques dans le mouvement ouvrier sont capables de remettre en cause les gouvernements bourgeois, qu'ils soient à la tête d'une dictature ou d'une démocratie bourgeoise. Dans ces pays, les masses veulent s'emparer de l'Etat. Un souffle révolutionnaire nous vient des pays méditerranéens:

- L'Italie dispose d'un régime démocratique bourgeois. Dans ce pays, l'organisation des travailleurs n'a fait que se renforcer au travers des luttes qui ont rencontré un écho toujours croissant grâce à leur succès, au sein de toutes les couches populaires du pays. Le mouvement prolétarien est le fer de lance et la force dirigeante d'un vaste rassemblement de forces de plus en plus anticapitalistes, capable aujourd'hui de remettre en cause les pleins pouvoirs de la démocratie chrétienne qui utilise le fascisme renaissant en Italie pour essayer de se maintenir au pouvoir.

- au Portugal, les masses pratiquent la démocratie directe et prolétarienne dans les entreprises, les quartiers, les casernes contre ceux qui comme Soares, prétendent imposer une démocratie bourgeoise parlementaire pour livrer le Portugal aux mêmes capitalistes qui se servaient ouvertement du régime fasciste.

- en Espagne, la classe ouvrière et les couches populaires mettent à l'ordre du jour la fin du long et sanglant régime franquiste.

Toutes ces crises politiques ne peuvent qu'affirmer encore plus l'incapacité et l'impossibilité des régimes bourgeois à se sortir de la crise économique autrement que par l'écrasement du mouvement ouvrier. Et cela ne peut que développer le mouvement ouvrier et populaire dans chaque pays dans sa lutte pour la défense de ses intérêts, s'affrontant à l'Etat bourgeois, visant à donner une solution définitive aux crises dans lesquelles nous plongeons périodiquement le capitalisme.

C'EST DANS CE CADRE QU'IL DOIT ETRE COMPRISE LA NECESSITE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ET PROLETARIENNE, QUI DOIT ALLER DANS LE SENS D'APPUYER LES MOUVEMENTS DE CLASSE OU QU'ILS SE PRODUISENT ET SPECIALEMENT LA OU UNE VICTOIRE EST POSSIBLE.



La situation en ESPAGNE

Suite à la fin du régime fasciste au Portugal, l'Espagne est apparue sur le devant de la scène politique en Europe. Le régime franquiste est entré dans la phase finale de sa longue existence d'oppression de misère et de sang. L'application de l'Etat d'Exception, l'assassinat de militants anti-franquistes, la torture, les méthodes policières et para-policières dignes de la Gestapo, n'empêchent pas que le camp du franquisme se lésarde toujours plus sous la poussée du mouvement ouvrier et populaire.

L'Eglise se distance de son rôle de fidèle appareil idéologique de l'Etat franquiste, l'armée subit l'influence croissante des contradictions qui submergent la bourgeoisie. Les écoles et les universités se paralysent.

La bourgeoisie comprend toujours plus à ses dépens qu'elle ne peut plus se baser sur ce régime dictatorial ni non plus le transformer pour maintenir sa domination en Espagne. Elle utilise ce régime pour se renforcer; elle essaie rapidement de s'organiser en partis politiques, notamment social-démocrates et démocrates chrétiens, se distançant du franquisme en prévision de la dure bataille qu'elle devra mener contre le mouvement ouvrier dès la chute de ce régime. Car ce n'est pas elle qui est à l'initiative.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE EST LE MOTEUR..

Cette crise finale du franquisme est l'oeuvre incontestable du mouvement ouvrier et populaire. C'est ce mouvement qui, par ses organisations propres, ses luttes de masses, ses grèves et ses manifestations, comme le montre la lutte du peuple basque, que même l'Etat d'Exception le plus féroce ne peut arrêter, qui divise la bourgeoisie, approfondissant la déroute de son régime. Pour ne pas l'admettre, une bonne fraction de la bourgeoisie européenne fait mine de découvrir à grands cris aujourd'hui l'absence de démocratie dans ce pays. Elle parle de démocratie, mais elle a peur de ce mot, car il signifie tout le pouvoir au peuple et pas seulement le pouvoir d'un bulletin de vote.

Ainsi, par la force du mouvement ouvrier et populaire en Espagne, une unité se forge, toujours plus large, regroupant des secteurs de la bourgeoisie, une unité des forces démocratiques d'accord sur un point: ce régime est intransformable. Sur ses ruines, il faut instaurer une République!

....ET LE GUIDE DANS LA LUTTE CONTRE LE FRANQUISME

Malgré toutes les divisions qui apparaissent aujourd'hui au sein de la bourgeoisie, malgré les positions spectaculaires des gouvernements bourgeois européens, la chute de ce régime ne va pas se faire d'elle-même. Actuellement, seul le mouvement ouvrier et populaire peut abattre ce régime. Il doit en être le guide et son arme pour y parvenir, une arme qu'aucune autre classe que la classe ouvrière peut utiliser, c'est: LA GREVE GENERALE POLITIQUE, la mobilisation générale des masses contre le régime franquiste.

Une telle lutte se prépare et s'organise dans les entreprises par les Commissions ouvrières et sur le plan politique par les juntes et assemblées démocratiques de base. Une telle lutte se renforce et se généralise par la lutte contre les assassinats et l'Etat d'Exception et dans les luttes quotidiennes pour l'amélioration des conditions de vie des

La solidarité aujourd'hui



A l'initiative politique des organisations de la Conférence de Berne, la manifestation d'aujourd'hui a un but précis. Issue des larges mobilisations de protestation dans les principales villes de Suisse le lendemain des 5 assassinats par le régime franquiste, cette manifestation ne vient pas à Berne pour répéter nationalement et en un nombre beaucoup plus faible, les différentes manifestations locales contre ces assassinats. Elle ne vient pas à Berne en ne regroupant que les organisations révolutionnaires et leurs sympathisants pour y faire une démonstration spectaculaire et isolée des masses. Elle ne vient pas à Berne sans préparation suffisante et sans objectifs précis.

Elle vient à Berne parce qu'elle représente par la pétition apportée au Conseil Fédéral un mouvement large s'opposant nécessairement à l'Etat suisse pour renforcer la lutte du peuple espagnol. A la tête de ce mouvement se trouvent les forces révolutionnaires non pas par autoproclamations mais par leurs initiatives pratiques. C'est ce qui déplaît au PCE qui cherche encore des alliances à sa droite et qui est prêt à toute compromission en ce sens alors que des sections entières du PS ainsi que les JS ont adhéré à cette campagne qui a mené à la manifestation, et que le Pdt refuse sans aucune autre proposition pratique. Et c'est parce que les buts politiques de cette manifestation sont clairs que quelques groupuscules gauchistes se retirent de l'unité. Cette campagne et cette manifestation déterminent les axes de la solidarité qui est à développer ici en Suisse jusqu'à la fin du franquisme. Les forces

masses qui a chaque fois débouchent sur un affrontement direct à l'Etat et à ses corps répressifs. Ce sont les masses ouvrières et populaires qui sont donc le moteur et le guide du processus. Or deux erreurs apparaissent qui vont à l'encontre de cela, deux erreurs qui toutes deux refusent de faire confiance aux masses.

- l'erreur révisionniste pratiquée par le PCE, qui refuse d'organiser la grève générale à travers la coordination des CCOO et qui ne voit dans la lutte ouvrière que des actions sporadiques qu'il cherche à laisser au niveau spontané pour se permettre de développer sur cette base ses propres alliances avec la bourgeoisie, ce qu'il privilégie à la lutte.

- l'erreur aventuriste pratiquée notamment par le FRAP qui transforme l'organisation et l'affrontement actuelles masses en un combat singulier et idéaliste dont l'expression est le terrorisme, politique petite bourgeoisie qui, dans son impuissance et son isolement des masses s'attaque seul à l'appareil répressif de l'Etat sans maîtriser les contradictions sur lesquelles il agit. Ces illusions, nuisibles, ne peuvent conduire qu'à une rapide déception et à un affaiblissement du travail pour la préparation de l'offensive des masses contre la dictature par la grève générale politique.

révolutionnaires doivent être à l'initiative du mouvement de solidarité par des propositions pratiques de lutte visant à l'élargissement concret de la solidarité, et à son appui sur le mouvement ouvrier et populaire ici en Suisse. C'est sur cette base que doivent se stabiliser les comités et associations anti-franquistes de Suisse.

AUJOURD'HUI, IL EST POSSIBLE D'ABATTRE LE FRANQUISME. AUJOURD'HUI, LE MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE EN ESPAGNE A BESOIN DE NOTRE SOLIDARITE INTERNATIONALE. NOUS DEVONS DONC L'ACCORDER SANS RESERVE ET LA RENDRE EFFICACE.

L'organisation et le mot d'ordre de grève générale politique est donc essentiel pour que le mouvement ouvrier et populaire reste le moteur et le guide du processus qui va abattre le franquisme, POUR QUE LA FIN DE CE REGIME BARBARE SE FASSE A SON INITIATIVE ET NON A L'INITIATIVE DE LA BOURGEOISIE EUROPEENNE. C'est donc vers ce mouvement et à son organisation, les CCOO, qu'il faut développer cette solidarité. Cette solidarité à ce mouvement est essentielle pour que l'Etat qui naîtra des ruines du franquisme soit une République qui permette à la classe ouvrière et au peuple non pas de gérer le pouvoir bourgeois, responsable réel de 40 ans de dictature en Espagne. Cette solidarité en ce sens est déterminante pour que la bourgeoisie et les Etats européens, la Suisse en première ligne, soient limités dans leur manœuvre visant à infliger une nouvelle défaite au peuple espagnol comme ils infligèrent une défaite à la république naissante en Espagne pour y mettre Franco avec l'aide de Mussolini et Hitler.

ORGANISONS LE SOUTIEN MATERIEL AU PEUPLE ESPAGNOL EN LUTTE
SOUTIEN AUX CCOO
RENFORCONS ET ELARGISSONS LA SOLIDARITE POUR LE BOYCOTT TOTAL DU REGIME FRANQUISTE
VIVE LA GREVE GENERALE POLITIQUE EN ESPAGNE
VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Les Organisations de la conférence de Berne

(CLP (Genève), CPL (Tessin), KF (Winterthur), LP (Bienne), LP (Neuchâtel), RAZ (Zürich), RGB (Basel), RplC (Lausanne))

Organizacion comunista de España (Bandera Roja)